

Faut-il avoir peur du populisme ?

Par ALEXANDRE DORNA

Professeur à l'université de Caen, président de l'Association française de psychologie politique, auteur de *Le Populisme*, PUF, Paris, 1999.

Chose curieuse : le populisme est généralement traité sous forme stéréotypée, comme un non-sens ou une sorte de « fait divers » pittoresque. Il sert à analyser pêle-mêle, ici, la victoire de M. Luiz Inácio « Lula » da Silva au Brésil ; là, la politique de M. Hugo Chávez au Venezuela ; l'arrivée en tête, en Suisse, lors des élections législatives du 19 octobre, de l'Union démocratique du centre, de M. Christophe Blocher ; hier, l'ascension de M. Bernard Tapie en France ; loin dans le temps, le poujadisme ou le boulangisme. D'autres figures sont accusées, elles, de pratiquer le « télépopulisme » : le président du conseil italien Silvio Berlusconi, le syndicaliste José Bové, le président du Front national Jean-Marie Le Pen... Le terme devient donc difficile à analyser, et les événements qu'il désigne sont souvent inclassables. Depuis ceux qui ont purement et simplement renoncé à le faire, jusqu'à ceux qui se contentent de compiler (1), rares sont les spécialistes qui donnent une définition correcte du populisme.

L'étymologie renvoie à un autre terme déjà chargé d'ambiguïté : peuple. Le discours populiste correspond à une forme directe d'appel aux « masses », dont la nature, les intentions et les conséquences relèvent d'une appréciation idéologique. Pris dans son acception de « discours populaire », le populisme ne saurait donc être assimilé a priori à un mouvement réactionnaire, démagogique ou fasciste. Cet amalgame a pour but depuis longtemps d'empêcher une interprétation plus fine et de le jeter hors de l'histoire, comme s'il s'agissait d'un phénomène sans racines ni causes véritables.

La diversité des mouvements populistes qui ont traversé l'histoire montre la difficulté d'établir des comparaisons sans s'interdire d'en tirer une analyse commune. Si l'on considère l'époque moderne, les expériences russe, américaine et sud-américaine apparaissent comme les plus typiques.

Figurant parmi les plus fréquemment cités, et lui-même à géométrie variable, le populisme latino-américain apparaît dans les années 1930. Revêtant les habits de l'espérance, au nom de la nation et de la justice sociale, certaines de ses figures charismatiques émergent dans des situations provoquées par des gouvernements faibles et corrompus. De toutes ces expériences, celle du charismatique Juan Domingo Perón et des discours enflammés de son épouse « Evita » demeure la plus connue. Le péronisme incarne une triple revendication : nationalisme, anti-impérialisme et « transclassisme ».

Particulièrement pendant le premier gouvernement de Perón (1946-1951), il sut donner des gages aux classes défavorisées les *descamisados*. Difficile de comprendre autrement la présence encore vivante du mythe péroniste. L'Argentine a connu avec Perón une politique sociale parmi les plus avancées d'Amérique latine, le *star system* et, avant l'heure, le déclin de la gauche.

Au nom de valeurs contradictoires

Dans son sillage, les mouvements populistes se sont succédé, au nom de valeurs contradictoires,

jusqu'à l'époque contemporaine : en Equateur, pendant la brève présidence de M. Abdalá Bucaram (mai 1996-février 1997), qui, entouré des hommes les plus riches du pays, propose un... « *gouvernement des pauvres* » ; au Pérou, sous le gouvernement libéral de M. Alberto Fujimori ; ou encore avec la présidence « sociale » de M. Hugo Chávez au Venezuela. Diplômé de sciences politiques à l'université Simón-Bolívar, cet ex-militaire putschiste a réussi à rassembler et à orienter une vague populaire déferlante, qui refusait la corruption des appareils politiques et se consumait dans l'attente d'un changement. Avant son arrivée au pouvoir, l'ancien syndicaliste brésilien Luiz Inácio « Lula » da Silva, dirigeant charismatique du Parti des travailleurs (PT), a longtemps été présenté comme un populiste. Depuis qu'il occupe le Planalto (2) et que, tout en conservant un discours de gauche, il s'est montré disposé à pactiser avec les institutions internationales notamment le Fonds monétaire international (FMI) et à recentrer ses positions, l'adjectif est moins souvent accolé à son nom.

Si, hier, l'idéologie était socialisante et/ou nationaliste, la tendance libérale l'emporte davantage ces dernières années, comme l'ont montré M. Carlos Menem en Argentine et M. Fujimori au Pérou. Autre différence : les mouvements populistes recourent fortement au marketing et aux médias. On parle d'un télépopulisme. Toutefois, MM. « Lula » Da Silva et Hugo Chávez se trouvent dans une situation paradoxale : au Brésil, lors de ses trois tentatives précédentes pour accéder à la présidence de la République, les médias ont mené de violentes campagnes contre « Lula » ; ils ne se sont ralliés que tardivement, lors de sa quatrième tentative, lorsque son discours de gauche a perdu de son radicalisme. Au Venezuela, où le président Chávez dispose effectivement de sa fameuse émission « Allô, Président ! », l'opposition s'est emparée des médias privés, et c'est avec leur concours qu'elle mène sa campagne de déstabilisation contre lui.

Néanmoins, ici et là, les campagnes politiques des néopopulistes arrivent à utiliser habilement les nouvelles technologies de la communication. On retiendra ainsi qu'au Mexique le sous-commandant Marcos est devenu maître dans l'art de la communication politique. Pour autant, s'il en appelle au(x) peuple(s) (indien et mexicain), il n'envisage en aucun cas quand bien même il en aurait la possibilité de prendre le pouvoir. Populisme ?

L'Amérique latine n'a pas l'exclusivité de ce phénomène politique. Certaines tentatives ont également eu lieu en France, et de nouvelles expériences se multiplient dans le monde (*voir « De la Russie aux Etats-Unis, en passant par la France »*). De cette histoire, riche et contradictoire, il est difficile de tirer une conception homogène du populisme. Pourtant, plusieurs repères peuvent être identifiés.

En premier lieu, le populisme est surtout un phénomène de transition, éruptif et presque éphémère, qui se développe au sein d'une crise généralisée et d'un statu quo politico-social insoutenable pour les majorités. Il s'agit d'une sonnette d'alarme, d'un avertissement bruyant et *baroque* plutôt que d'une explosion qui emporterait tout sur son passage. Le populisme ne conduit pas forcément à un changement définitif de régime. Certes, si le message n'est pas compris par la classe dirigeante, alors l'appel au peuple représente une solution de rechange à une situation bloquée. La clef n'est pas l'effervescence sociale qui l'accompagne, mais le fonds émotionnel qui l'anime. Le ciment qui le rend cohérent n'est pas sociologique, mais psychologique. C'est une réaction de colère et de méfiance à l'égard des institutions et face aux forces centrifuges qui menacent les mythes fondateurs de la nation.

En deuxième lieu, le populisme est toujours incarné par un homme providentiel charismatique. C'est probablement là que trouve pleinement sa place l'analyse psychologique (3). L'énergie étant contagieuse, le charisme joue un rôle antidépressif. Car c'est le jeu de la séduction, du contact direct et chaleureux qui permet de mobiliser et d'organiser un peuple résigné mais en colère. C'est son caractère « pluriclassiste » et transversal qui le rend capable de traverser les clivages politiques classiques. L'appel populiste s'adresse à tout le peuple, à tous ceux qui subissent en silence les injustices et la misère. Il y a dans cet appel l'invocation des grandes actions collectives et des valeurs partagées. C'est là sa force émotionnelle et sa composante rationnelle. C'est de

cette mixture que surgit sa puissance.

En outre, nul n'ignore la portée psychologique du populisme. Les crises en sont le détonateur. Schématiquement, les mouvements de masse synthétisent deux modes psychologiques de contrôle social : la fascination et la séduction. Dans les deux cas, la formule du philosophe espagnol Baltasar Gracian (1601-1658) reste valable : « *Pour séduire, il faut réduire.* » Ainsi, l'émotion et le leadership charismatique jouent un rôle essentiel dans la quête d'identité des masses.

L'absence d'un programme défini ou d'une doctrine idéologique achevée n'est alors pas étonnante : le populisme ne se veut pas une idée originale ni une théorie globale, encore moins une conception de l'homme et de la société, mais, avant tout, une volonté de re-construction du bien commun. Ainsi, pour Ernesto Laclau (4), le populisme n'est pas un mouvement sociocritique, non plus qu'un régime étatique, mais un phénomène de type idéologique qui peut exister à l'intérieur des organisations et des régimes, des classes et des formations politiques les plus variées et divergentes. D'où la nécessité d'en analyser l'idéologie en dehors de l'adhésion particulière d'une classe sociale.

Syndrome de désenchantement

Certains ont voulu assimiler le populisme au nationalisme et au fascisme. Nul ne peut sérieusement l'affirmer, sauf pour des raisons de rhétorique partisane. Le nationalisme autant que le fascisme expriment une conception totalisante du monde où l'identité nationale fait référence en dernière analyse à une doctrine de la race et au pouvoir sacralisé. De plus, l'appareil de l'Etat et l'armée, surtout dans le cas du fascisme, en sont les éléments essentiels, à la fois pour encadrer la masse avec une idéologie patriotique et/ou totalisante, et pour faire régner une discipline de fer, au nom de la tradition, de la race ou d'un chef dont le culte est le sommet de la hiérarchie formelle. Ces doctrines impliquent une théorie expansionniste de l'Etat, de surcroît hégémonique. La guerre est une conséquence jugée transcendante. On ne retrouve rien de cela dans le mouvement populiste.

Par conséquent, classer M. Le Pen dans la catégorie « national-populiste », comme le font certains politologues, est fort contestable. Cette assimilation risque de banaliser la signification profonde du Front national et, à la fois, de jeter le discrédit sur les manifestations populaires : tout appel au peuple cacherait-il une volonté de faire triompher une idéologie par nature contraire aux valeurs de la démocratie ?

Si le populisme n'émerge pas *ex nihilo*, c'est parce qu'il est associé à une situation de crise de société et à la présence d'un syndrome de désenchantement. L'immobilisme des élites au pouvoir entraîne le statu quo politique. La croyance dans la nation se fissure. L'avenir provoque la peur. Le doute se transforme en silence complice, et un individualisme aussi étroit qu'abstrait remplace le civisme enthousiaste des individus concrets.

La crise est une impasse où l'idéal grec de vertu se transforme en cynisme et la résignation en prudence. L'élite se trouve devant un dilemme sans issue : rupture ou démission. Ce n'est pas l'absence de lucidité qui caractérise les hommes politiques dans les situations critiques, mais l'absence de courage. Les détracteurs du populisme fondent leurs critiques sur un danger majeur : la dictature. Mais leurs analyses excluent les causes. Or ce péril est à la fois éphémère et plus fantasmagorique que réel. L'histoire contemporaine a montré à maintes reprises que le populisme, à condition de ne pas faire l'amalgame avec le fascisme, ne se transforme pas en dictature. Il demeure soit une exigence davantage de démocratie, soit un ressourcement populaire en absence d'un projet collectif.

Alain Pessin plaide pour l'utilité de l'approche mythologique dans l'analyse des processus sociaux, parmi lesquels le populisme (5). Le mythe met en scène un idéal qui se veut vrai, mais sans l'expliquer. C'est un appel à une expérience collective et à un mode de relation directe avec

autrui. C'est là sa force de cohésion et d'espoir par-delà des contraintes institutionnelles rigidifiées.

Lorsqu'il ne devient pas routinier, comme ce fut le cas avec Napoléon III en France ou avec Péron en Argentine, le populisme constitue un phénomène éphémère qui se conclut par un retour à l'ordre établi qu'on songe, par exemple, aux intermèdes boulangiste ou poujadiste en France. Certains auteurs ne sont pourtant pas loin de penser qu'il est l'une des formes de la transition démocratique.

Pour Gino Germani, le populisme exprime ainsi l'échec des institutions chargées d'assurer l'intégration (familles, écoles, entreprises, syndicats, partis politiques) d'une population qui doit s'adapter aux exigences économiques et techniques à une modernisation industrielle accélérée (6). Le populisme faciliterait la remise en cause du statu quo et le développement de l'anticonformisme pour accélérer la gestion de la crise et la recherche d'un nouvel équilibre social et politique. D'autres voudront y voir une dictature déguisée. C'est ainsi que l'expérience péroniste divise encore la gauche argentine.

La renaissance du populisme depuis une vingtaine d'années signale une crise de la démocratie représentative. Elle est planétaire, donc presque inédite, et son impact psychologique médiatiquement algorithmique. Le bouleversement brusque (mais pas forcément violent) des structures sociales et politiques provoqué par la mondialisation libérale s'accompagne d'une perturbation équivalente des structures psychiques, des habitudes et des représentations (7). Les frustrations cumulées engendrent pas à pas une nouvelle grande déception. Les anciens ne se reconnaîtraient pas dans la république triste et résignée des modernes, ni dans cette société « sociale-libérale » de plus en plus autoritaire et refermée. D'où l'inquiétude grandissante. Au point que l'alternative est peu réjouissante : la révolte explosive ou l'implosion conformiste.

L'identification de l'agent pathologique se révèle donc indispensable. La présence du populisme est assimilable, *mutatis mutandis*, à un accès de fièvre. Et si la fièvre est symptôme de maladie, elle n'est pas, en elle-même, la maladie.

(1) Margaret Canovan, *Populism*, Junctions Books, Londres, 1982.

(2) Le palais présidentiel.

(3) Lire *Le Leader charismatique*, Desclée de Brouwer, coll. « Provocations », Paris, 1998.

(4) Ernesto Laclau, *Política e ideología en la teoría marxista*, Siglo, Mexico, 1968.

(5) Alain Pessin, *Le Mythe du peuple et la société française du XXe siècle*, PUF, Paris, 1992.

(6) Gino Germani, *Política y sociedad en una época de transición*, Paidós, Buenos Aires, 1978.

(7) Fernando Cardoso et Enzo Faletto *La Teoría de la dependencia*, Anthropos, Paris, 1979.